

Master Poulet : à L'Après M de Marseille, « il faut arrêter d'utiliser la nourriture pour stigmatiser »

La polémique autour de l'ouverture d'un Master Poulet à Saint-Ouen, contestée par le maire Karim Bouamrane (PS), a charrié des enjeux à l'intersection entre classe sociale, racisme et géographie de territoire. Un sujet qui résonne à L'Après M, restaurant solidaire dans les quartiers nord de Marseille. [Zoé Cottin](#) • 12 mai 2026
abonné-es



Depuis la fenêtre, le parking est presque rempli. Assises sur les banquettes en similicuir dans un coin du restaurant, Faouza et Fatouhia sont en pleine discussion. Il est midi, le soleil tape contre la vitre. Comme une grande partie des jeunes, elles ont suivi la polémique Master Poulet sur les réseaux. Fatouhia affiche un air lassé : « *Je trouve ça ridicule.* » Elle surarticule et provoque l'hilarité de son amie : « *Non-mais-pour-un-fast-food-de-poulet ??? J'aurai tout vu !* »

Avant de développer : « *Je pars du principe que tout est politique.* »

On sait très bien qui consomme dans les nouvelles enseignes et quelle population va à Master Poulet. Ils veulent le fermer sous prétexte que c'est de la malbouffe, mais les gens ont surtout besoin d'options abordables. » Elle est en CAP mode. Faouza, au chômage. Fatouhia pointe les papiers chiffonnés sur son plateau : *« Ici, au moins, j'en ai pour mon argent, vingt-deux euros pour un menu wrap et un menu fish, avec desserts et boissons. »*

« Ici », c'est l'Après M. Dans le quatorzième arrondissement de Marseille, le « fast social food » a gagné ses lettres de noblesse ces dernières années. Ancien McDonald's du rond-point de Sainte-Marthe repeint en rose et bleu, il est devenu un lieu ressource où la nourriture rassemble. On y défend le « mieux manger », d'après les mots du fondateur, Kamel Guemari, qui vante le concept de « fastronomie », mélange de fast-food et de gastronomie.

[Sur le même sujet : Affaire Master Poulet : pour Karim Bouamrane, opération gentrification](#)

Récupérer l'outil de travail

Sous les couleurs de McDonald's, il constituait déjà l'un des principaux lieux d'insertion du quartier. *« Il n'y avait pas forcément de turnover comme sur d'autres McDo, explique Melio. Quand on venait ici, on y construisait une stabilité. »* Bénévole depuis six ans, lui n'a pas connu cette époque mais il en a entendu les récits : *« C'est un lieu chargé d'histoires. Certains ont rencontré leur amoureuse ici... Il y avait les anniversaires, les kermesses... »*

Et puis les salariés s'y sont battus pour améliorer leurs conditions de travail. Dès 2014, une lutte syndicale s'engage dans plusieurs magasins de la ville. Treizième mois, prime de participation, prise en charge de la mutuelle par l'entreprise... les revendications des travailleurs sont nombreuses, et principalement portées par le McDonald's de Sainte-Marthe, derrière la figure emblématique de Kamel Guemari, délégué syndical.

Malgré une liquidation judiciaire prononcée en 2019, la résistance s'organise. Alors que plusieurs établissements sont réquisitionnés en France, au moment de la pandémie de covid-19, plusieurs

salariés et lui décident de faire de même ici. Le site devient une plateforme de conception de colis alimentaires, ce qu'il est encore aujourd'hui.

[Recevez Politis chez vous chaque semaine !](#)

[Abonnez-vous](#)

« À la fin du mois y a plus rien »

Après une phase de négociations avec la multinationale, la Ville de Marseille acquiert le foncier. Adossé à l'association La Part du peuple, L'Après M devient [une société coopérative d'intérêt collectif](#) (SCIC). 85 % des bénéfices réalisés sur l'activité fast-food sont reversés à l'association, qui finance l'autre activité du lieu : la distribution de colis alimentaires. En somme, l'argent dépensé par Fazoua et Fatouhia pour leur repas du midi sert à combler d'autres estomacs, dont ceux des enfants de Rabia.

Comme tous les lundis entre 7 heures et 10 heures du matin, cette mère de famille se mêle à d'autres venues faire la queue, caddies en main. Elles sont en moyenne 600 chaque semaine. *« Il faut bien, à la fin du mois y a plus rien et j'ai quatre enfants. Ça en fait des bouches à nourrir ! »* Ses yeux se plissent tandis qu'elle éclate d'un rire contagieux, avant de montrer son cabas empli de victuailles : carottes, salades, haricots mungos. *« Avec ça je peux faire la sauce, le couscous, le riz... tout ! »*

[Sur le même sujet : Inflation, logement, emploi : un mille-feuille de crises à la française](#)

À la manœuvre pour remplir les sacs de haricots, Dahbia. Elle fait partie des dix-huit équivalents temps plein (ETP) en insertion professionnelle recrutés ici. *« Après la mort de mon papa, j'ai mis un peu de temps à retrouver du travail »*, confie-t-elle en se cachant derrière un grand sourire. *« Mais ici, ils m'ont prise directement. »* L'entreprise ramène de nombreuses personnes vers l'emploi. Ils sont environ une quarantaine d'employés, sans compter les bénévoles. Parmi ceux en insertion, certains restent, d'autres trouvent du travail ailleurs.

« Pour beaucoup c'est le porte-monnaie qui décide d'où manger »

En décembre dernier, L'Après M accueillait une journée de sensibilisation autour de l'alimentation et de la santé, où on a parlé « *équilibre alimentaire* » et « *consommation bio* ». Au vu des propos culpabilisants tenus au moment de la polémique Master Poulet, Lila, bénévole et vice-présidente de L'Après M, évoque tout de même une vigilance à avoir quant à ce que l'on appelle la « *bonne bouffe* », qui ne peut exclure la question du prix : « *Si c'est des plats à vingt-cinq ou trente euros qui ferment la porte à des personnes précaires, encore une fois on les punit, sous couvert de la malbouffe. Faut arrêter d'utiliser la nourriture pour stigmatiser et se rappeler que, pour beaucoup, c'est le porte-monnaie qui décide d'où manger.* »

L'Après M tente de proposer une nourriture accessible, avec des menus à moins de dix euros, comme « *l'ovni* », fameux sandwich élaboré par le chef étoilé marseillais Gérald Passedat, conçu avec de la salade et de la viande en circuit court. Le tout « *sans gentrifier* », ni « *s'enfermer entre eux* », même si « *ça casse la tête* », s'esclaffe Lila.

« *Mais ça, on ne peut pas le faire sans les pouvoirs publics.* » Manière de dire qu'ils sont absents ? Elle répond, diplomate : « *En tout cas, on veut les sentir autour de nous.* » Au moment de se lancer, les bénévoles ont demandé une aide au démarrage à la Région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), qui leur a été refusée. Sollicitée, la collectivité n'a pas répondu à nos questions. Lila se prend à commenter : « *L'argent public, on en sent l'odeur, on le voit passer sur certains projets. Mais quand on voit le taux de chômage endémique, on a beau écrire des choses magnifiques sur les quartiers, on ne peut pas nier qu'ils sont laissés à l'abandon.* »

[Tout Politis dans votre boîte email avec nos newsletters !](#)